



Compte rendu du groupe de travail du 20 novembre 2008 COPERNIC

INTERVENTION DE LA CGT SUR LE CONSTAT GENERAL

Ce groupe de travail n'a dérogé en rien aux vieilles habitudes ; toujours les mêmes réponses alors que les rumeurs les plus folles circulent sur le coût de ce programme : selon les critères, de 911 millions à 1,8 milliard d'euros. Des annonces de restrictions budgétaires sans précédent font craindre le pire pour la poursuite de ce programme.

La CGT a interpellé l'administration sur sa capacité à terminer ce programme et à tenir les engagements initiaux, c'est à dire la réécriture complète de notre système d'information.

Que du rhabillage d'application à bout de souffle

La CGT constate que nous sommes toujours dans une logique de simple rhabillage d'applications à bout de souffle, comme par exemple MAJIC et que nous n'avons toujours rien sur la réécriture complète du système d'information.

RSP : la nouvelle application de recouvrement

Pour RSP, la CGT remarque que l'administration se contente désormais de reprendre l'existant en le cantonnant au recouvrement des rôles – SIP oblige – et la réécriture de MEDOC est désormais clairement reportée aux calendres grecques.

Pourtant, de ce point de vue, il y a une réelle urgence à envisager une réécriture complète de cette application.

Beaucoup d'affichage qui masque mal les multiples problèmes rencontrés

D'une façon générale, nous constatons un

énorme décalage entre la volonté d'affichage, de démontrer que les choses avancent et la réalité de leur mise en œuvre sur le terrain :

- ◆ Pour MAJIC3 nous ne sommes encore qu'à la phase d'expérimentation et on constate déjà une très forte dégradation des conditions de travail aux CSI d'Amiens et d'Orléans, avec cette désagréable impression qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion de la Centrale ;
- ◆ Pour RSP, nous devrions déjà être dans la phase de réception des développements, mais on ne parle désormais d'un déploiement que fin 2010, alors que la mise en place des SIP et des DLU débute dès 2009 ;
- ◆ Pour la double commande et le raccordement des référentiels aux grandes applications existantes (ILIAD-IR-FIP-MAJIC), rien n'est automatisé et tout fonctionne au coup par coup et de façon manuelle ; heureusement que l'expérimentation ne porte que sur deux départements, car le

raccordement aux référentiels serait alors totalement impossible à réaliser :

- de plus, pour MAJIC, la double commande est testée uniquement avec MAJIC2, alors que la validation concernera MAJIC3 ;
- les référentiels sont le cœur de la logique du système Copernicien ; or, l'on ne peut toujours pas conclure aujourd'hui qu'ils sont réellement opérationnels, ou en tous les cas, ils ne sont toujours pas raccordables automatiquement aux applications existantes.

Pour l'administration, l'année 2009 sera l'année de forte montée en charge de ces raccords aux référentiels et, de ce point de vue, cette expérimentation, sécurisée par la double commande, est déterminante.

Sur le dossier refonte des téléprocédures professionnelles, à part OSATIS pour le suivi du paiement, il n'y a en réalité aucun outil pour visualiser le certificat numérique. Sur ce point, l'administration répond qu'elle va engager une procédure de test pour construire un outil.

La formation des agents à l'usage des nouveaux outils

C'est un point sur lequel la CGT est très sensible et sur lequel elle est régulièrement intervenue ; là aussi, au-delà de la volonté d'effet d'affichage, il n'y a strictement rien de concret de mis en place pour accompagner réellement le déploiement de toutes ces nouvelles applications.

Ce que l'administration appelle « formation » se résume à une simple demie-journée de présentation et pas de formation du tout ; c'est notamment le cas pour GAIA et les démarches en ligne. Cette démarche est très éloignée des besoins des agents face à l'outil informatique. Pour le tuteur, les agents, dans bien des cas, ne savent même pas qu'il en existe un dans chaque direction.

La CGT considère que l'administration n'a aucune stratégie réelle en matière de forma-

tion sur les nouvelles technologies ; dès lors, et face aux multiples charges de services, les directions font passer la formation au second plan de leurs priorités ou s'appuient uniquement sur de l'e_formation.

La CGT a fortement insisté sur le ras-le-bol général

Les personnels en ont vraiment assez

Et là, c'est un problème général : les agents sont déjà complètement saturés de réformes dans tous les sens et on leur rajoute un empilement, une stratification d'applications nouvelles, avec des fonctionnalités sans cohérence entre-elles, sans ergonomie commune et sans aucune vraie formation digne de ce nom.

Pour la fusion CDI/CDIF, certainement la réforme la plus aberrante de la période, partout où elle a été décidée, cela s'est fait dans la plus grande précipitation et improvisation ; les agents sont confrontés à la mise en place, depuis le 1^{er} septembre, de nouveaux outils MAJIC qu'ils ne connaissent même pas.

Les agents n'en peuvent plus

Leurs conditions de travail se dégradent tous les jours, leur pouvoir d'achat également et ils vont devoir certainement se battre à nouveau contre la mise en place du projet de mobilité forcée.

Mais bien entendu, pour les DSF et les responsables du programme COPERNIC, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Dans les CSI c'est pareil

COPERNIC est devenu synonyme de dégradation des conditions de travail, avec la mise en place du travail en équipe obligatoire sur des plages élargies et des astreintes imposées sans aucun cadrage national de référence.

C'est aussi un recours de plus en plus important au privé. Dans les services, les agents sont désormais régulièrement audités par des cabinets privés.

Dans les CSI, on voit arriver de plus en plus de personnel du privé dans les équipes techniques d'exploitation et dans les bureaux d'études on assiste même à des développements sous-traités à l'étranger (Maroc) ; de ce point de vue, on est de plus en plus éloigné d'une réelle ré-internalisation des compétences techniques.

Un coût de plus en plus exorbitant

Face à un tel constat, la CGT considère que le coût humain et financier d'un tel programme est de plus en plus exorbitant ; la pression mise sur les personnels, notamment des bureaux COPERNIC, est très élevée ; les agents qui « ne font pas l'affaire » y sont « virés » sans ménagement ; quant aux coûts financiers, on ne sait plus trop où on en est.

C'est vrai que tout cela est financé par anticipation des gains de productivité futurs, mais là aussi, il y aurait beaucoup à dire.

Rappel des engagements du Directeur général pour une analyse contradictoire paritaire

La CGT a rappelé l'urgence à mettre en œuvre les engagements du Directeur général du 10 juillet dernier en faveur d'une analyse contradictoire paritaire de toutes les applications COPERNIC, en y intégrant les aspects financiers.

De même, le Directeur général s'était déclaré favorable à revoir toute sa politique de recours au privé, si cette même analyse contradictoire aboutissait à faire la démonstration que le coût du recours à des informaticiens fonctionnaires était inférieur.

La CGT a demandé également de prévoir tous les moyens nécessaires pour que les organi-

sations syndicales puissent participer à ces analyses contradictoires paritaires dans les meilleures conditions possibles.

Les autres principaux points évoqués par la CGT

La CGT est également intervenue sur les problèmes de gouvernance, sur l'avenir de l'application SPI, sur la nécessité de maintenir les deux exploitations foncières dans les CSI d'Amiens et d'Orléans, sans les contraintes de la nouvelle organisation du travail et sur la nécessité de renforcer l'assistance du plateau TOSCANE.

Sur la gouvernance, la CGT a exigé que soit mis à jour le diagramme des interdépendances applicatives et que ce diagramme soit mis à disposition des agents des bureaux d'études. L'administration a confirmé que ce diagramme pourrait être remis, mais pas immédiatement, car il est en voie de consolidation.

La CGT a exigé des clarifications sur la documentation transmise par l'administration concernant GAIA DEML où il semblerait que le même agent devait faire les saisies dans l'application ILIAD et dans l'application de recouvrement REC pour la fiscalité personnelle, ce qui est en totale contradiction avec les annonces sur la création des SIP.

La CGT a réaffirmé son opposition sur la place et le rôle du privé dans les CSI et les bureaux d'études ; elle exige que le transfert de compétence soit réellement mis en œuvre dans les bureaux d'études par un décroisement du développement et que les postes vacants dans les CSI soient réellement pourvus par des informaticiens fonctionnaires.

En marge de cette réunion, la CGT est intervenue sur la nécessité de réunir rapidement un groupe de travail sur l'informatique et elle constate que la décision de la centrale de ne rien décider sur la répartition des compétences de l'assistance locale de la DGFIP (CMI, CMIB et EID) entraîne des difficultés de fonctionnement et de coordination sur le terrain.

Montreuil, le 2 décembre 2008